



Tous droits réservés

PROCEDURE CIVILE

Séance 6 - Les incidents

I.	Les incidents relatifs aux personnes.....	3
A)	Les dispositions communes des interventions.....	3
B)	La notion d'intervention volontaire.....	3
C)	L'intervention forcée.....	4
1)	La notion.....	4
2)	La mise en œuvre	5
II.	Les incidents relatifs à l'objet.....	5
A)	Les demandes additionnelles.....	6
B)	Les demandes reconventionnelles.....	7
1)	La notion.....	7
2)	La recevabilité.....	7
III.	Les incidents affectant l'instance.....	8
A)	Les incidents affectant provisoirement l'instance.....	9
1)	Les jonctions et disjonctions d'instances.....	9
a)	Les jonctions	9
b)	Les disjonctions	9
2)	Les autres causes d'interruption de l'instance.....	9
a)	Les évènements.....	10
b)	La mise en œuvre.....	10
3)	Les causes de suspension de l'instance.....	11
a)	Le sursis à statuer.....	11
b)	La radiation de l'affaire.....	12

c) Le retrait du rôle.....	12
B) Les incidents affectant définitivement l'instant	12
1) La péremption d'instance.....	13
2) Le désistement d'instance.....	14
3) L'acquiescement à l'instance.....	15

I. Les incidents relatifs aux personnes

Ils peuvent viser les parties comme le personnel de justice. Mais il s'agit de se concentrer sur les parties à l'instance.

Il s'agit notamment de l'ajout de partie comme demandeur ou défendeur, on parle d'intervention.



Définition : L'intervention c'est l'ajout d'un tiers à l'instance en cours.

A) Les dispositions communes des interventions

L'intervenant doit avoir qualité et intérêt à agir. Il doit avoir un lien suffisant pour justifier d'être traité au sein de la même instance (**art.325 CPC**). L'appréciation du lien relève des juges du fond.

Le juge statue d'abord sur la cause, puis sur l'intervention (**art.326 CPC**).

B) La notion d'intervention volontaire



Définition : L'intervention volontaire correspond à la situation d'une personne qui décide de se joindre à l'instance.

Dans le but de faire reconnaître son droit, objet du litige ou de veiller à la conservation de ses intérêts.



À retenir : L'intervention, à la différence de la tierce opposition permet de faire valoir son opinion avant le jugement.

Elle peut se faire à titre principal ou accessoire.



Définition : L'intervention principale c'est une demande propre distincte de celles des parties. L'auteur doit avoir le droit d'agir relativement à cette prétention (**art. 329**).

L'intervention accessoire consiste à venir appuyer l'une des parties dans son argumentation (**art. 330**). L'intérêt à agir suffit dans ce cas.

L'intervention accessoire peut se faire après la clôture de la mise en état, si elle n'impose pas la réouverture, ce qui signifie que l'affaire peut être jugée en l'état. A *contrario*, l'intervention principale signifie la réouverture de l'instruction (**art. 803 al.2 CPC**).

Le désistement du demandeur et l'acquiescement du défendeur s'imposent à celui intervenant accessoirement à leurs prétentions. L'interruption de la prescription par la demande principale joue pour l'intervention alors que son irrégularité n'affecte pas l'intervention.

C) L'intervention forcée



Définition : L'intervention forcée permet à une partie de joindre à l'instance une personne que l'on cherche à condamner ou à l'égard de laquelle on veut rendre le jugement effectif.



Exemple : Il peut s'agir du souhait du demandeur qui au cours de l'instance s'aperçoit que le défendeur n'est pas la seule personne devant répondre de son dommage ou le souhait d'un défendeur qui considérerait ne pas être le seul débiteur d'une obligation.

1) La notion

Elle peut prendre la forme d'une mise en cause = action visant une personne pour obtenir sa condamnation.

Celui qui met en cause aurait pu agir, à titre principal contre le tiers, comme l'exige l'**article 331 al1 du Code de procédure civile**.

L'intervention forcée sert d'appel et de garantie.

En cas de garantie simple, le garanti reste parti au procès.

En cas de garantie formelle, le garant doit défendre le garanti, lequel peut demander : à être mis hors de cause ou défendre ses droits.

L'intervention peut prendre la forme d'une déclaration de jugement ou d'arrêt commun pour rendre la décision opposable aux tiers et lui fermer la tierce opposition.

2) La mise en œuvre

Si l'intervention émane du défendeur initial, il s'agit d'une défense au fond.

Elle se fait par citation.

Le tribunal compétent est celui saisi du litige.

La décision de mettre en cause revient aux parties. Selon l'**article 332 al 1 du Code de procédure**, le juge invite les parties à mettre en cause les intéressés dont la présence lui paraît nécessaire à la solution du litige. Même solution pour le juge de la mise en état (**art. 786 CPC**).

Le tiers appelé doit disposer du temps nécessaire à la préparation de sa défense ce qui implique que des conclusions soient prises à leur encontre.

L'intervention forcée en appel doit être justifiée par une évolution du litige découlant du jugement ou postérieure à celui-ci.

II. Les incidents relatifs à l'objet

L'étendue de l'instance est fixée par les demandes initiales qui sont contenues dans l'acte de saisine (l'assignation ou requête). L'objet peut subir des incidents du fait des modifications, il s'agit des demandes incidentes (**art. 63 CPC**). On va étudier les demandes additions et les demandes reconventionnelles.



Définition : Les demandes additionnelles : les demandes s'ajoutent aux demandes initiales qu'elles proviennent du demandeur ou du défendeur.

Les demandes reconventionnelles : les prétentions propres aux défendeurs, autres que le seul rejet des prétentions du demandeur.

A) Les demandes additionnelles

L'**article 65 du Code de procédure civile** définit les demandes additionnelles comme des prétentions nouvelles qui changent les prétentions antérieures : en les augmentant ou en les restreignant.

La problématique des demandes nouvelles est de changer l'objet du litige, ce qui peut conduire à l'incompétence de la juridiction saisie ou encore à l'incapacité de la personne en demande. Les demandes nouvelles doivent être encadrées. L'**article 70 du Code de procédure civile** indique que les nouvelles doivent « se rattachent aux prétentions originaires par un lien suffisant ». Il doit y avoir un lien de connexité entre les demandes initiales et celles additionnelles.

Les tribunaux d'instance et de grande instance peuvent traiter de toutes les questions, même si elles ne ressortent pas de leur compétence sauf lorsque la compétence exclusive d'une autre juridiction est prévue. Les autres juridictions qui ont une compétence exclusive ne peuvent traiter des questions ne relevant pas de leur compétence. Sauf, à ce que les demandes soient indivisibles, dans ce cas la cassation admet la prorogation de compétence.

L'**article 70 du Code de procédure civile**, si la demande vise une compensation, il y a une recevabilité même en l'absence de lien suffisant. Sauf si le juge peut disjoindre dans la situation où l'incident est de nature à retarder le fonctionnement de l'instance.

La demande doit se faire par acte d'avocat à avocat sous la forme de conclusion. Si elle vise une partie défaillante ou un tiers, elle doit respecter les formes de l'introduction d'instance. Et en appel elle doit se faire par voie d'assignation.

B) Les demandes reconventionnelles

1) La notion



Définition : L'article 64 du Code de procédure civile « constitue une demande reconventionnelle la demande par laquelle le défendeur originaire prétend obtenir un avantage autre que le simple rejet de la prétention de son adversaire ».

Elle a la nature d'une demande principale. Elle apporte un avantage à son auteur, qui est plus qu'un simple rejet des prétentions du demandeur principal.



Exemple : En matière de cautionnement : « Les demandes reconventionnelles et les moyens de défense étant formés de la même manière à l'encontre des parties à l'instance, les juges du fond doivent répondre à la demande [...]quelle qu'en soit la qualification procédure » (Cass. ch. mixte. 21 février 2003).

Les demandes reconventionnelles sont mêlées de défenses au fond. Elles rejettent les demandes et octroient un avantage ou sont des demandes indépendantes de celles du demandeur principal. Ce qui signifie qu'il existe des demandes dites hybrides et d'autres, dites simples.



Exemple : En demandes hybrides on trouve la demande en annulation d'un contrat.

2) La recevabilité

En application de l'article 70 du Code de procédure civile, les demandes reconventionnelles doivent se rattacher aux demandes originaires avec un lien suffisant.

Dans un **arrêt en date du 10 janvier 2013 (n°10-28735)**, la Cour de cassation indique que « les demandes reconventionnelles, en première instance comme en appel, peuvent être formées tant par le défendeur sur la demande initiale que par le demandeur initial en défense aux prétentions reconventionnelles de son adversaire ».

Postérieurement, la **Cour dans un arrêt du 23 février 2017 (n°16-12859)** considère que dans une décision relative à l'appel les demandes reconventionnelles ne sont recevables que si elles sont rattachées aux demandes initiales. Cela ne limite pas les demandes additionnelles en première instance, mais réduit le questionnement du juge en appel.

Question : Si les demandes principales sont irrecevables, *quid* du sort des demandes reconventionnelles ?

Dans le cas d'une demande hybride, l'irrecevabilité de la demande principale, va ôter l'objet de la demande reconventionnelle, puisque sa raison d'être provient de la demande initiale.

Lorsque la demande reconventionnelle peut recevoir une réponse alors que la demande principale n'existe plus. Si l'irrecevabilité de la demande principale ou le désistement de l'auteur ne fait pas disparaître la demande reconventionnelle.



À retenir : L'irrecevabilité des demandes principales n'entraîne celle des demandes reconventionnelles que si la disparition des demandes initiales leur fait perdre leur objet.

III. Les incidents affectant l'instance

Certains événements vont affecter l'instance soit provisoirement (A) soit définitivement (B).

A) Les incidents affectant provisoirement l'instance

Les événements qui conduisent à une affectation provisoire vont retarder l'issue de plusieurs causes.

1) Les jonctions et disjonctions d'instances



Définition : Les jonctions d'instances : c'est l'action de joindre les instances existantes.

Les disjonctions d'instance : à l'inverse, il s'agit de séparer les demandes d'une instance sur plusieurs.

a) Les jonctions

Dans le cas où des affaires présentent un lien de connexité suffisant, le juge peut les joindre (**art. 367 CPC**). Cette demande peut venir soit des parties, soit du juge.

La situation peut viser des instances liant les mêmes parties sur des points qui ont un lien ou des affaires dans lesquelles une même partie est visée par plusieurs auteurs pour des demandes similaires.

b) Les disjonctions

Il s'agit d'un même article de référence que pour les jonctions. La jonction comme la disjonction sont des mesures d'administration judiciaire (**art. 368 CPC**).

2) Les autres causes d'interruption de l'instance

a) Les évènements

Lorsqu'un évènement affecte l'une des parties ou son représentant, l'instance se trouve interrompue. Mais elle reprendra par l'accomplissement des formalités dites de reprise d'instance.

Les **articles 369 et 370 du Code de procédure civile** édictent les situations conduisant à l'interruption de l'instance.



Exemple : Évènement qui interrompt l'instance par eux-mêmes :
la majorité d'une partie

L'**article 1546-2 du Code de procédure civile** donne un nouveau cas en matière de conclusion de convention de procédure participative qui prévoit l'interruption le temps de l'exécution de la convention.



Exemple : Les évènements affectant l'instance du fait de leur notification à l'autre partie : le décès d'une partie lorsque l'action est transmissible.

b) La mise en œuvre



À retenir : L'évènement doit avoir lieu avant l'ouverture des débats, c'est-à-dire avant la prise de parole du demandeur à l'audience de jugement (**art. 371**).

Le juge, encore saisi de l'instance, a le pouvoir d'inviter les parties à lui communiquer leur envie de reprendre l'instance et de radier l'affaire à défaut de diligence dans les délais (**art. 376 al2**). Il peut aussi demander au ministère public de recueillir les renseignements nécessaires à la reprise de l'instance.

Dans le cas où un jugement ou un acte intervient postérieurement à l'interruption il est considéré comme non avenue, même si les actes sont passés en force de chose jugée.

La reprise de l'instance si elle est volontaire se fait par présentation des moyens de défense. À défaut, elle se fait par voie de citation (**art. 373 CPC**). Elle reprend alors là où elle s'est interrompue (**art. 374 CPC**).

Pour l'appel, la cassation indique qu'il y a un nouveau délai à la reprise (**Cass. civ. 2. 4 juin 2015, n°13-27218**).

3) *Les causes de suspension de l'instance*

L'évènement fait obstacle à la poursuite de l'instance, cependant sa disparition permet une reprise sans nécessité de formalité.

Il s'agit des sursis à statuer, radiations, mesures de retrait du rôle (**art. 377 CPC**).

a) Le sursis à statuer

« la décision de sursis suspend le cours de l'instance pour le temps ou jusqu'à la survenance de l'évènement qu'elle détermine »(**art. 378 CPC**).



À retenir : La survenance de l'évènement suffit

La décision de surseoir peut être attaquée par un appel, qui doit être autorisé par le premier président de la cour d'appel. L'assignation doit se faire dans le mois de la décision.

Lorsque le motif du sursis disparaît, l'instance reprend.

b) La radiation de l'affaire



Définition : C'est un moyen de sanction pour le juge de la passivité des parties.

Les parties doivent faire avancer l'instance. À défaut, le juge peut prendre des mesures notamment la radiation de l'affaire.

Elle n'est susceptible d'aucun recours.

L'**article 383 du Code de procédure civile** précise « à moins que la péremption ne soit acquise, l'affaire est rétablie en cas de radiation, sur justification de l'accomplissement des diligences dont le défaut avait entraîné celle-ci ».

c) Le retrait du rôle



Définition : Elle consiste aussi à la suppression du rôle. Le retrait est la conséquence d'un accord des parties.

L'**article 382 du Code de procédure civile** « le retrait du rôle est ordonné lorsque les parties en font la demande écrite et motivée.



Attention : Le délai de péremption continue de courir.

Les parties peuvent négocier une transaction pour conduire à la clôture de l'instance.

Il n'a pas de recours possible. La reprise se fait à l'initiative commune ou d'une seule des parties.

B) Les incidents affectant définitivement l'instance

Des événements peuvent conduire à mettre un terme à l'instance :

- les parties peuvent convenir à un accord et à la signature d'une transaction
- le décès d'une partie. L'action n'est pas transmissible.

Dans ces cas, l'instance prend fin accessoirement à l'action. Mais l'instance peut s'éteindre à titre principal :

- péremption
- désistement
- acquiescement à l'instance

Dans ces cas, on parle d'incident affectant définitivement l'instance.



Attention : Il y a le cas particulier de la caducité de la citation.

1) La péremption d'instance



Définition : C'est l'extinction de l'instance du fait de l'inaction des parties durant deux ans.

Le procès civil est la chose des parties. Il leur incombe de prendre des initiatives pour faire progresser l'instance. Le fait de n'accomplir aucun acte de procédure permet de conclure à un désintérêt du procès.

L'**article 386 du Code de procédure civile** indique « l'instance est périmée lorsqu'aucune des parties n'accomplit de diligences pendant deux ans ».

Il faut revenir sur la notion de diligence renvoie à tous les actes de procédure. La cassation indique qu'il s'agit des « démarches de nature à faire progresser l'affaire » (**Cass. 3^e civ. 20 décembre. 1994**).

Il faut que la diligence émane de l'une des parties.

Le délai de 2 ans commence à courir à la date de la dernière diligence accomplie.

La suspension de l'instance, n'interrompt en principe pas la péremption. Sauf, lorsque la suspension a une durée déterminée ou liée à la survenance d'un événement. En revanche, l'interruption d'instance emporte la péremption.

Il incombe à la partie qui trouve son intérêt : le défendeur de relever le dépassement du délai avant la reprise du débat au fond ou tout moyen de procédure. Le juge peut relever d'office la péremption après avoir invité les parties à présenter leurs observations (**art. 388**).

La péremption est de droit et aucune démarche postérieure ne peut la remettre en cause.

La péremption « emporte seulement extinction de l'instance ça ne compte puisse jamais opposer aucun des délais de la procédure périmé où s'en prévaloir »(**art.389**).

Une nouvelle instance sans référence avec celle éteinte peut donc être initiée, si l'action est toujours ouverte.

Si la péremption intervient en appel ou lors d'une opposition, le jugement déféré reçoit la force de chose jugée même sans notification (**art.390**).

2) Le désistement d'instance



Définition : Il s'agit de renoncer à l'instance sans attendre le jugement

Le « demandeur peut, en toute matière se désister de sa demande en vue de mettre fin à l'instance » (**art.394**). Cette règle s'applique sauf dispositions contraires (**art. 394**).

Le désistement émane de celui qui fait des demandes : demandeur ou défendeur.

Lorsqu'il a lieu en première instance, celui qui se désiste doit obtenir l'accord du défendeur (**art. 395 al. 1**). 2 limites à cela :

-l'accord n'est pas requis lorsque le défendeur n'a opposé aucune défense même procédurale

-le défendeur ne peut s'opposer que s'il dispose d'un motif légitime à ce que l'action soit poursuivie : intention de faire des demandes reconventionnelles (**art. 396**).

En appel ou par opposition, La règle est inversée. L'acceptation du défendeur n'est pas requise sauf si l'autre partie elle-même a formé des demandes (**art. 401 et 402**).

Pour la forme = Le désistement peut être écrit ou verbal. Même le désistement par acceptation tacite est possible.

Pour les effets = le désistement conduit à l'extinction de l'instance. Le demandeur peut toujours introduire plus tard une nouvelle procédure si son droit à agir n'est pas éteint.

Dans le cas où le désistement a lieu en appel, cela équivaut à une confirmation du jugement de première instance sauf lorsque l'autre partie décide d'interjeter appel.

3) *L'acquiescement à l'instance*

Il y a 2 types d'acquiescements : à la demande et au jugement.



Définition : L'acquiescement à la demande représente la reconnaissance du bien-fondé des prétentions de l'autre et la renonciation à l'action.

L'acquiescement au jugement soumission à son propos, ce qui conduit à une renonciation aux voies de recours.

L'acquiescement au jugement peut toujours avoir lieu, à l'inverse celui à la demande n'est possible que pour les droits dont la disposition est libre et donc à l'exception des droits touchant à l'ordre public.

L'acquiescement ne répond à aucune règle de forme particulière.

L'acquiescement au jugement termine l'instance.